

Spécial

Journées de

printemps

Le rassemblement des écologistes n'est pas terminé...

L'écologie politique s'est forgée dans la pluralité, au confluent d'apports conceptuels et de courants de pensées venus d'horizons divers. Elle est riche des contributions de naturalistes, d'écologues, des combats de mouvements liés à la non violence, au féminisme, au régionalisme, à la défense de la qualité de vie, au refus de la société de consommation, au rejet de la mainmise des pays du nord sur les pays du sud... Elle ne doit rien à une quelconque forme de génération spontanée et n'est l'obligée d'aucun tribun providentiel. Elle a revisité la prétendue dualité homme/nature et, chemin faisant, elle a mis à jour le concept de « productivisme » et ses conséquences. Au-delà de la quête de justice sociale et d'égalité dont elle est l'héritière, au-delà des rapports de classe et de production, en mettant en scène le concept de "productivisme" et ses conséquences sur l'ordre social tout entier, **l'écologie politique introduit dans la pensée de la fin du 20^{ème} siècle le chaînon manquant dans les diverses analyses critiques du capitalisme. Elle lui porte un coup fatal.**

Mettons un terme aux exclusives contreproductives et sectaires ! Sur cette base, bien des femmes et des hommes de notre région peuvent encore nous rejoindre. Mettons-nous au travail.

Alexandre JURADO

Co-secrétaire Régional EELV Midi-Pyrénées

Édito

Agenda

Avril

Vendredi 8 et samedi 9

Journées de printemps
Conseil Politique Régional (CPR)

Lundi 25 avril

Date limite pour le dépôt des
motions pour le congrès régional

Mai

Lundi 2

Bureau Exécutif Régional (BER)

Judi 7

Conseil Politique Régional (CPR)
rapide pour validation des
nouveaux groupes locaux

Judi 14

Conseil Politique Régional (CPR)

Dimanche 22

Congrès régional décentralisé
dans chaque groupe local

Samedi 28

Congrès régional

Dimanche 29

Congrès national décentralisé

Juin

Samedi 4 et dimanche 5

Congrès national à La Rochelle
(avec délégués de MP élus
le 29 mai)

Sommaire

<i>Cantoniales 2011: L'ancrage de l'écologie politique</i>	2
<i>La Snpe s'est invitée dans la campagne des cantoniales</i>	2
<i>NON à l'exploitation des gaz de schiste, NON au nucléaire</i>	3
<i>De Mayak à Fukushima...</i>	4
<i>Le printemps dans le monde arabe</i>	6
<i>Actualité sur les Tsiganes</i>	7
<i>Ligne à grande vitesse</i>	8
<i>Un Congrès EELV, comment ça marche ? A quoi ça sert ?</i>	9
<i>Les Ateliers des Journées de printemps</i>	10
<i>Liste des Commissions thématiques</i>	11
<i>Vers quel monde allons-nous ?</i>	12

Antoine MAURICE
Délégué aux élections d'EELV Midi-Pyrénées

L'ancrage de l'écologie politique

Nous avons prouvé lors de cette élection deux choses :

Tout d'abord que le souffle des élections européennes et régionales n'était pas retombé, et qu'il pouvait même se confirmer dans des élections très locales au mode de scrutin particulièrement difficile.

Ensuite, nous avons montré qu'il y a une vraie attente pour une unité dans la diversité de la gauche et des écologistes.

Face à la droite ou au Front National, le vote écologiste confirme qu'il est clairement une force d'opposition, car là où nous parvenons au second tour face à eux, nous sommes capables de rassembler au second tour.

Mais nous parvenons aussi à gagner dans 1/3 des duels avec la gauche, ce qui confirme par les électeurs, notre volonté de

revenir sur la stratégie de désistement automatique.

On ne peut pas pour autant faire un bilan totalement positif de ce scrutin, car ce serait oublier la très forte abstention, le score trop important du Front National, qui nous oblige à poursuivre le difficile travail de conviction, et susciter à nouveau un désir de politique, au travers de notre projet de transformation sociale et écologique.

En Midi-Pyrénées, l'analyse nationale du score d'Europe Ecologie Les Verts se confirme. Les résultats au 1er tour ont confirmé l'ancrage de l'écologie politique, autant dans les cantons ruraux qu'urbains, avec des scores très souvent au dessus de 10%, beaucoup entre 15 et 20%.

L'élection du premier conseiller général écologiste de la Haute-Garonne, Patrick Jimena, qui a gagné le bastion socialiste

du canton de Toulouse 13 (Colomiers), les excellents résultats au second tour de candidatures écologistes comme Emmanuel Edon à Lanta, Evelyne Liarsou à Cahors face au président du Conseil Général du Lot (9 voix d'écart !) sont la plus belle démonstration que dans notre région si rose, le vert n'est pas dans le fruit, mais porte ses fruits...

Alors remercions et félicitons encore les candidates et candidats qui ont porté haut les couleurs de l'écologie politique dans les cantons de notre région, avec une mention particulière à Patrick Jimena (et toute son équipe) qui représentera - avec talent n'en doutons pas - un nouveau souffle au Conseil Général, et l'espérance d'un changement, par une écologie de transformation...



La Snpe s'est invitée dans la campagne des cantonales

fermée et on avait presque oublié son existence.

Elle a refait parler d'elle pendant les cantonales : on a appris qu'**elle rejetait du perchlorate d'ammonium dans la Garonne.**

A la suite de la demande de la DREAL de stopper ces rejets, la SNPE a... attaqué la DREAL devant le tribunal administratif !

Le Groupe EELV Toulouse s'est alors aperçu que, loin d'envisager la fermeture, l'industriel passait sous contrôle d'un groupe privé (SAFRAN) à la suite d'un accord avec le Ministère de la Défense. Le nouveau propriétaire reprend les activités en rapport avec la Défense et

envisage de nouvelles activités industrielles.

La production de l'usine se fait presque dans le lit de la rivière et, en cas d'inondation, on doute qu'elle puisse évacuer en urgence les tonnes de produits chimiques présentes.

Avec une quasi-unanimité le Groupe EELV de Toulouse a exigé un plan qui amène au déplacement (ou fermeture) de l'usine et au reclassement de ses salariés.

Ce souhait sera bientôt relayé par des vœux de nos élus à la Région et à la ville de Toulouse pour qu'au moins une fois, le problème soit posé sur la place publique.

Marc Vidal

La Snpe (Société Nationale des Poudres et Explosifs – Matériaux Energétiques) est une usine chimique sur la zone industrielle où a explosé la société AZF.

Elle produit les comburants utilisés par la force de frappe nucléaire (les missiles M51) ainsi que par le lanceur Ariane.

Cette très discrète usine, maintenant à deux pas du cancépôle, devait être

NON à l'exploitation des gaz de schiste

NON au nucléaire

La sobriété énergétique et les énergies renouvelables sont notre avenir !

Nous n'avions pas droit à une consultation. Le gouvernement français était tellement pressé de donner des droits d'explorer le sous-sol à la recherche de gaz et de pétrole de schiste, qu'il n'a pas demandé l'avis des citoyens et citoyennes.

Néanmoins, cette exploitation nous concerne tous parce qu'elle est désastreuse sur le plan environnemental et pour la santé des habitants concernés. Pour libérer le gaz à environ 2000 mètres de profondeur, une forte pression est nécessaire ainsi que de grandes quantités d'eau et de produits chimiques. A divers endroits, la technique employée a déjà provoqué de massives pollutions des nappes phréatiques et de l'air, ainsi

que la destruction de paysages et de milieux naturels. Comme ces expériences sont largement connues et documentées, nous demandons :

Arrêtez l'exploration et laissez les gaz de schiste sous terre !

Largement connues et documentées sont aussi les risques que représentent les centrales nucléaires. Nous sommes avec toutes les victimes des accidents qui se sont produits au cours des décennies. Nous savons : L'accident sur les réacteurs de Fukushima est d'importance égale à celui de Tchernobyl. Il est clair déjà maintenant, que le Japon vivra avec ses conséquences pour longtemps : la pollution radioactive importante des nappes phréatiques, des sols et de la mer. Les conséquences de cette contamination pour les humains et animaux vont se révéler à court et à long terme. Nous demandons donc également :

Sortons du nucléaire sans tarder !

C'est possible, les alternatives énergétiques existent. **La sobriété énergétique** doit être l'objectif des choix individuels et collectifs pour que l'humanité puisse sortir des politiques à risque. **L'efficacité énergétique** comme deuxième source d'économies doit être un objectif principal des politiques publiques qui incitent à réduire les pertes lors du fonctionnement et de l'exploitation. L'autre objectif politique est de bâtir notre future sur **les énergies renouvelables**. Elles sont par définition inépuisables, bien réparties et décentralisées. Sortir du nucléaire est bon pour le climat et les humains, mais constitue également une chance pour la conversion écologique de l'économie.

Construisons notre avenir sur la sobriété et l'efficacité énergétique, ainsi que sur les énergies renouvelables !

Brigitte Brozio
Bureau Exécutif EUROPE ÉCOLOGIE LES
VERTS
Déléguée à l'international et à l'Europe



Nucléaire

De Mayak à Fukushima...

La liste des accidents nucléaires majeurs s'allonge sensiblement d'une catastrophe par décennie. Une fois encore, le dernier en date conduit le citoyen à souhaiter légitimement qu'un "débat éclairé" lui permette de faire un choix, notamment en France, un des pays les plus nucléarisés du monde. Pour autant, si chacun est potentiellement déjà atteint quelque part, l'opacité de ce secteur reste entière.

Naguère totalement occultés par d'incontournables "secrets défense", aujourd'hui largement escamotés par les intérêts d'opérateurs privés, par un jargon et des unités de mesure complexes, le nucléaire et ses nuisances restent in-appréhendables pour le grand public. Il suffit de suivre au quotidien les comptes-rendus journalistiques de Fukushima pour mesurer l'incapacité de ceux là même qui sont en charge de nous informer. Au-delà de leurs sources, déjà assez peu fiables, les médias nagent quasi systématiquement dans l'inexactitude, la confusion, le contresens...



Les éléments mis en œuvre dans les barres à combustibles (dits assemblages combustibles) au cœur d'une centrale nucléaire, émettent des rayonnements ionisants.

Ces rayonnements sont de plusieurs types, ils ont des portées et des pouvoirs de pénétrations différents.

Pour exemple : **Le rayonnement alpha** - portée en centimètres - arrêté par un feuillet de papier.

Même le B.A. BA du risque nucléaire reste incompris et c'est chaque jour que, par exemple, "contamination" et "Irradiation" sont confondues.

Il ne s'agit pas ici de jeter la pierre aux journalistes mais bien de mettre en évidence une carence, une ignorance qui traverse la société toute entière, sans même épargner ceux qui décident, les politiques... Et que l'on n'évoque pas une prétendue "complexité du sujet", il y a plus de Français au fait des très subtiles règles qui encadrent un match de rugby que du B.A. BA des risques nucléaires. A la mesure de l'enjeu et depuis le temps, une telle ignorance ne peut être qu'un fait voulu et entretenu.

Ainsi, si nous souhaitons participer à la tenue d'un réel débat de qualité, fondée sur des éléments factuels et non idéologiques, il nous reviendra, à nous écologistes, faute d'autres partenaires, de poursuivre pour le plus grand nombre ce travail de vulgarisation et de communication indispensable.

Accidents répertoriés à partir d'un niveau 5 (sur l'échelle INES)

1957 Mayak URSS niveau 6
1957 Windscale Angleterre niveau 5
1979 Three Mile Island USA niveau 5
1986 Tchernobyl Ukraine niveau 7
2011 Fukushima Japon niveau 6
(réévalué à 7 par Greenpeace)



L'échelle INES (International Nuclear Event Scale) est l'échelle internationale qui classe, en fonction de leur gravité, les événements survenus sur les installations nucléaires. Cette échelle comporte sept niveaux, le niveau sept correspondant à un accident dont la gravité est comparable à celui de Tchernobyl.

Boris Claret

Irradiation et Contamination "pour les nuls"

Le rayonnement bêta - portée en mètres - arrêté par une plaque d'aluminium.

Le rayonnement gamma - portée en centaines de mètres - atténué (et non stoppé) quand il pénètre de la matière dense (le plomb, l'acier, le béton, l'eau - par ordre d'efficacité décroissante).

Un des rayonnements (neutronique) émis par le combustible a le pouvoir "d'exciter" les barres voisines, ce qui augmente encore cette émission de neutrons et produit de la chaleur. C'est un principe de réaction en chaîne. La régulation de cette auto-excitation et la récupération de la chaleur produite sont les bases du fonctionnement d'une centrale nucléaire.

Sans ce contrôle, la réaction peut "s'emballer".

> **Pour le cœur du réacteur**, c'est l'enveloppe métallique doublée d'une enceinte de béton qui bloque vers l'extérieur les très forts rayonnements. La régulation de la réaction est assurée par *des barres de contrôle* qui peuvent être interposées entre les barres de combustible pour freiner les échanges nucléaires. Le tout baigne dans de l'eau qui circule pour refroidir le cœur et transporter cette énergie thermique vers les systèmes de production d'électricité (générateurs de vapeur, turbines et alternateur).

> **Pour les piscines de stockage des combustibles**, attenantes à chaque réacteur, un "confinement" est assuré par une simple ventilation qui maintient le bâtiment en dépression. C'est seulement la distance entre chaque barre de combustible et la circulation permanente d'eau refroidie qui maintient l'activité nucléaire et donc les radiations, à un niveau tolérable.

A Fukushima, c'est le manque d'eau et les défaillances des systèmes pour son refroidissement, tant pour les cœurs que pour les piscines de stockage, qui ont conduit à la catastrophe.

Effets des rayonnements ionisants sur le vivant

Pour bien comprendre "comment ça marche", il faut imaginer que ces sources de rayonnements se comportent un peu comme une ampoule qui produirait une "lumière invisible".

- Plus la lampe est puissante, plus elle vous "éclaire".

- Plus vous êtes près de la lampe, plus vous recevez de "lumière".

- Plus vous restez longtemps exposé à cette "lumière", plus la dose reçue augmente.

- On peut diminuer ces rayonnements en interposant entre eux et vous un écran, dont l'efficacité dépendra de sa densité, de son épaisseur et surtout des types de rayonnements (alpha, beta, gamma ...).

L'exposition à ces rayonnements c'est **l'Irradiation**.

Si ces rayonnements sont invisibles, ils sont aussi toxiques. A faible dose, ils peuvent entraîner des dégénérescences des cellules (cancers) ; à forte dose, ils tuent les cellules et peuvent entraîner très rapidement la mort.

Deux cas de figures pour l'irradiation

> **Une forte source de rayonnement "ponctuelle"**, comme le combustible dénoyé des piscines ou les réacteurs aux confinements percés de Fukushima. Là, seule la distance avec la source, un temps d'exposition minimum et d'éventuels écrans lourds peuvent vous protéger.

> **Des sources plus faibles mais nombreuses et disséminées**, comme celles des nuages radioactifs ou des pollutions marines. Il faut alors considérer chaque particule radioactive "comme une petite lampe" de faible puissance. Si le nuage est peu dilué, la somme des effets de chaque "lampe" peut s'avérer rapidement nocive. Si au contraire la dilution est grande, la toxicité baisse elle aussi.

La toxicité d'une irradiation résulte donc de la dose intégrée qui est liée à l'activité de la source, à sa distance, au temps d'exposition et aux écrans qui vous en abriteraient.

De l'irradiation à la contamination

Si une grosse source très active semble de prime abord la plus terrifiante, c'est bien la petite source liée à une pollution diffuse qui est la plus pernicieuse. En effet, dans le cas d'une inhalation, d'une ingestion ou d'un dépôt sur la peau de particules radioactives, certes l'activité peut être faible, mais la distance réduite à zéro et la longue durée de l'exposition sont contre vous, d'autant que les organismes ont tendance à fixer ces éléments et qu'ainsi, la chaîne alimentaire dans son entier peut devenir un vecteur de contamination. C'est pour lutter contre ce risque que les ouvriers du nucléaire portent, en milieu contaminé, des combinaisons étanches ventilées (équivalentes aux fameuses NBC des militaires), qui pour autant ne les protègent pas des radiations.

Une spécificité aggravante dans le cas de Fukushima : Le MOX

Le réacteur numéro trois de cette centrale fonctionne avec un combustible MOX. Ses barres de combustibles comportent une part de plutonium extrêmement dangereux. En cas de contamination c'est sa toxicité qui est prépondérante. La dose mortelle est de l'ordre du milliardième de gramme. De plus, le plutonium ne perd la moitié de son activité qu'au bout de 24 000 ans et 99 % de son activité en 240 000 ans !

Ainsi, les affirmations comme quoi "la dilution inéluctable des pollutions atmosphériques ou marines" limiterait le risque est particulièrement équivoque. Il est clair qu'une forte dilution des particules radioactives dans le milieu limite réellement l'irradiation ambiante moyenne et que, statistiquement, les risques de contaminations sont eux aussi limités.

En revanche, rien ne se perd, rien ne se crée. Certaines de ces particules ont des durées de vie inimaginables et, au hasard de leurs dispersions, quelques uns d'entre nous les croiserons comme on gagne au loto, d'autres plus nombreux se contamineront au travers de la chaîne alimentaire...

Il est à noter que les dénominations "Irradiation" et "contamination", certainement trop évocatrices, sont désormais remplacés par "exposition externe" et "exposition interne" dans le jargon officiel du nucléaire.

Pour en savoir plus...

http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_d'accidents_nucléaires

http://fr.wikipedia.org/wiki/Rayonnement_ionisant

<http://www.asn.fr/index.php/Site-de-l-ASN-Special-Japon/Accident-de-Fukushima>

[http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/Dossier_radioprotection/\\$File/Visu.html](http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/Dossier_radioprotection/$File/Visu.html)

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Pouvoir_d'arrêt_\(rayonnement_ionisant\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Pouvoir_d'arrêt_(rayonnement_ionisant))

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Radioprotection>

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Irradiation>

http://fr.wikipedia.org/wiki/Contamination_radioactive

http://videos.arte.tv/fr/videos/quels_sont_les_dangers_de_l_energie_nucleaire_-3791042.html

http://fr.wikipedia.org/wiki/Échelles_et_effets_de_doses_de_radiation





Le printemps dans le monde arabe

Les peuples peuvent changer le cours des choses !

Le printemps des peuples arabes est une bonne nouvelle pour le monde entier. Avec son élan révolutionnaire venu du peuple, il marquera un tournant dans l'histoire.

Depuis longtemps aux côtés des populations et personnalités revendiquant leurs droits contre les dictatures, Europe Ecologie-Les Verts a dès son tout premier moment salué ce mouvement de contestation sociale qui s'est vite transformé en un vaste mouvement de revendication démocratique. Pacifique et non-violent, revendiquant la dignité, la justice, la démocratie, il a déjà fait chuter deux dictateurs, en Tunisie et en Egypte. Il affaiblit pour longtemps ceux qui subsistent et donne l'espoir d'une transition démocratique dans plusieurs pays. Néanmoins, la riposte des régimes autoritaires s'organise et tente de fragiliser le mouvement dans son ensemble. Il met en danger les mouvements, qui se sont formés contre les régimes autoritaires dans leurs pays, mais également des populations entières, qui ont plus que jamais besoin de notre soutien. Tout a commencé en Tunisie, avec le suicide par le feu de Mohamed Bouazizi, un jeune diplômé sans emploi. Cette immolation a gagné une valeur de symbole, tant le terreau commun de toutes ces contestations est un fond de misère sociale, de corruption et de répression qui génèrent frustrations et désespérance. N'ayant plus rien à perdre, les populations arabes ont cessé d'avoir peur, et ont pris leur destin en main, sans attendre l'aide d'extérieur. Trop visiblement, les

grandes puissances et tout particulièrement la France ont soutenu les régimes autoritaires en place, les prenant pour les garants de stabilité et de sécurité dans la région. Surpris par la détermination des populations et puis par leur victoire sur des régimes autoritaires, ils ont reconnu d'avoir sous-estimé leur désespérance et leur désir de démocratie.

Le double langage de gouvernements s'est révélé. Des gouvernements qui avaient salué la chute du Mur de Berlin et soutenu une rapide démocratisation dans l'Europe du bloc de l'Est se sont en même temps précipités de serrer les mains de Ben Ali, Hosni Moubarak, Mouammar El Kadhafi ...

Au détriment des populations, une complicité s'est établie avec les dictatures, pour garantir l'approvisionnement en pétrole, créer un rempart contre l'immigration, la menace de l'extrémisme islamiste et du terrorisme. Au fur et à mesure que la fortune des classes dirigeantes augmentait, l'appauvrissement des populations a progressé inaperçu du monde. L'extrémisme et l'intégrisme islamique a prospéré à l'ombre des dictatures.

Aujourd'hui une page est néanmoins tournée et il faut noter comme historique la résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies instaurant un régime d'exclusion aérienne, afin de protéger les civils contre des attaques de l'armée de Kadhafi. Elle donne l'espoir que la communauté internationale se dotera à l'avenir de

moyens pour défendre des populations contre des dictateurs qui sont en train de faire la guerre contre leur peuple.

Notons quand même que les interventions internationales ou d'états tiers doivent toujours le faire en lien étroit et en respectant les mouvements sur place. Dans le cas de la Libye, la communauté internationale n'agit que pour réduire l'asymétrie militaire entre l'armée, les mercenaires de Kadhafi et les forces du Conseil national transitoire, qui mène le mouvement de l'opposition dans son pays, afin de mettre fin aux massacres de civils.

Une page est aussi tournée pour la prétendue « Realpolitik », qui s'est montrée inopérante face à l'apparition de moyens d'information, de communication et de mobilisations nouvelles (Internet, Facebook, Twitter ...) qui facilitent l'échange et prennent le monde entier en témoin des injustices commises. Les tentatives de censure opérées en Egypte et en Tunisie ont été inefficaces, même dans des dictatures aussi longuement établies et impitoyables que l'Iran et la Chine. Le printemps des peuples arabes ne fait pas trembler que les tyrans arabes, mais aussi ceux de l'Iran, de Chine, de certains pays de l'Afrique subsaharienne ... dont l'apparente immuabilité peut réserver d'autres surprises demain ou après-demain. L'illusion de situations figées, inéluctables s'évapore.

**Les peuples vivent et peuvent
changer le cours des choses !**

*Brigitte Brozio
Bureau Exécutif EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS
Déléguée à l'international et à l'Europe*



ROM

Depuis l'été dernier, l'actualité a été plus qu'agitée pour les Tsiganes, avec les attaques répétées et discriminatoires du Gouvernement. Mais comment imaginer que les autorités locales, socialistes de surcroît, prendraient le relai comme ce fut le cas pour notre ami Frédo Lievy à Frouzins ?

Avec le procès, une première étape est passée : rendez-vous est donné le 4 octobre prochain, une fois qu'un énième permis de construire sera déposé. Il faudra rester très vigilant pour que le droit aux terrains familiaux soit enfin appliqué, comme il est prévu dans la loi Besson (Louis) n°2 du 5 juillet 2000.

Au milieu de ce tumulte, Fredo, plusieurs associatifs et le réalisateur Tony Gatlif se rendaient à Bruxelles pour la reconnaissance du génocide tsigane, qui a été obtenu grâce à un travail de plus d'un et au soutien du Président du Parlement européen. Sans nul doute, il s'agit d'une véritable avancée historique ! L'enjeu est désormais que cette tragédie puisse être enfin reconnue par les états-membres.

Où en est l'Union européenne dans sa politique d'intégration des Roms ? Parmi ses moyens d'action, figure l'utilisation des fonds de la politique de cohésion. C'est pourquoi, la Commission européenne a rapidement diligenté une mission d'évaluation chargée d'étudier leur utilisation par les états-membres. Le verdict fut sans appel : l'argent existe mais n'est pas utilisé. Il n'existe pas de fonds spécifiques aux Roms, mais des fonds comme le FSE (*Fonds social européen*) ou encore le FEDER (*Fonds européen de développement régional*) peuvent largement être mobilisés. D'ailleurs, la circulaire clarifiant

Actualité sur les Tsiganes

l'application de l'amendement que Karima Delli et Catherine Grèze avaient déposé au mois de février 2010, vient d'être diffusée par la DATAR (*Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale*). Cet élargissement des critères d'éligibilité du FEDER est une grande avancée puisqu'elle le rend accessible aux communautés marginalisées dont celle des Tsiganes. De même, ces fonds n'étaient auparavant disponibles que pour la rénovation de l'existant, en zone urbaine et dans les nouveaux états-membres. Ils le seront aussi désormais pour la construction de nouveaux logements, en zone rurale et dans tous les états-membres de l'Union européenne.

Si elle est nécessaire, cette meilleure utilisation des instruments existants ne sera pas suffisante. **Une véritable stratégie européenne d'inclusion des Roms, qui toucherait les domaines de l'éducation, du logement, de l'emploi et de la santé, est nécessaire.**

Quel est à présent le calendrier à Bruxelles ? Le 9 mars, les députés européens ont adopté un rapport sur la « *Stratégie de l'Union européenne pour l'inclusion des Roms* » en vue de la stratégie qui sera présentée par la Commission au mois d'Avril. Ce rapport va dans le bon sens : il insiste sur le rôle primordial de la politique régionale en matière d'insertion et pointe les dysfonctionnements aux niveaux européens et nationaux en la matière. Catherine Grèze a été rapporteur fictive sur ce texte pour le groupe Verts/ALE en Commission Développement régional. Elle a donc pu proposer plusieurs amendements facilitant l'accès aux fonds européens. Les rencontres faites pendant la campagne des élections cantonales ont d'ailleurs une nouvelle fois montré que de nombreux porteurs de projets étaient freinés par la complexité de l'accès à ces fonds. Les

parcelles solidaires de Pau en sont un bon exemple : un jeune éducateur permet aux populations en insertion mais aussi au « tout-public » de disposer de paniers de légumes bio qu'ils ont eux-mêmes cultivés. Les Gens du voyage installés à proximité sont pleinement intégrés à ce dispositif permettant une véritable mixité sociale. Malheureusement, ce projet exemplaire n'est parvenu à recevoir un financement européen qu'une seule année. Comme vous pouvez le constater, l'action bruxelloise n'est pas « hors-sol » mais s'enrichit de nombreuses expériences de terrain.

Désormais, la prochaine étape est la publication au cours de ce mois par la Commission, d'un « *Cadre européen pour l'établissement de stratégies nationales sur les Roms* ». La Présidence hongroise de l'Union européenne, qui a placé ce dossier parmi ses priorités, présentera ses conclusions au mois de mai. Enfin, la synthèse des résultats sera faite par les ministres de l'emploi et des affaires sociales ; les chefs d'Etat et de gouvernement la valideront en juin 2011, à la réunion du Conseil européen. En région, au-delà de la sensibilisation à l'utilisation des fonds (grâce notamment à la lettre pédagogique que vous devez avoir reçue), **le travail consistera à identifier et mettre en avant les bons exemples de projets en faveur de l'intégration des Tsiganes.** A Tarbes par exemple, les terrains familiaux sont d'ores-et-déjà insérés dans les PLU (*Plans locaux d'urbanisme*). Enfin, la définition du Schéma d'accueil des Gens du voyage étant l'une des compétences du Conseil général, un travail commun pourra être envisagé avec notre nouveau conseiller général, Patrick Jimena !

Catherine Grèze
Députée européenne



Ligne à grande vitesse

Lors de la dernière assemblée plénière du Conseil Régional de Midi-Pyrénées, les 15 élu-e-s du groupe Europe Ecologie-Les Verts ont voté contre la convention de financement et de réalisation du tronçon central Tours-Bordeaux de la LGV Sud-Europe Atlantique et contre le protocole d'accord relatif à la branche Bordeaux-Toulouse.

Les élu-e-s écologistes disent oui au TGV à Toulouse mais pas dans ces conditions. En effet, le projet de LGV est un projet écologiquement irresponsable, trop coûteux, mal financé et contraire à une logique d'aménagement équilibré du territoire de notre région. Pour rapprocher Toulouse de Paris, les élu-e-s disent non à la LGV mais oui au réaménagement des lignes existantes donc la ligne Paris Limoges Toulouse.

LGV : le choix d'un gouffre financier au dépens des compétences propres aux régions et des trains du quotidien

A l'heure où l'Etat met à mal les ressources des collectivités par la réforme fiscale, les régions ne peuvent se permettre de prendre en charge des infrastructures nationales. A ce jour le projet de LGV Bordeaux-Toulouse est estimé au minimum à 5.2 Milliards d'euros alors que l'aménagement défendu par Europe Écologie représente au plus un milliard avec un différentiel temps sur le trajet Paris-Toulouse de trente minutes. Il est inacceptable pour un gain de temps aussi infime de dépouiller notre collectivité au dépens de ses propres compétences (aménagement du territoire, transports régionaux...). D'autant plus lorsqu'il s'agit de financer un projet

qui ne verra jamais le jour au vu de son coût pharaonique et de la réticence de collectivités de plus en plus nombreuses.

La supercherie du partenariat public privé (PPP)

Avec une participation de Vinci de seulement 29% au lieu de 50%, le PPP est une supercherie . Il s'agit là d'une privatisation rampante. La Région devra financer les travaux de la LGV puis aura l'obligation de verser un droit de passage à RFF pour faire circuler ses TER sur cette ligne ! La collectivité devrait donc payer à deux reprises alors que Vinci, grâce aux garanties de l'État ne participera au final qu'à hauteur de 5% et touchera des royalties pendant 50 ans.

Un choix écologiquement irresponsable

Au delà des raisons financières, nous ne pouvons approuver la LGV au regard des dégâts écologiques que celle-ci génère.

Sur le plan de la biodiversité, les tracés choisis par RFF sont destructeurs d'espaces naturels remarquables et sensibles. Par ailleurs, les mesures compensatoires proposées ne sauraient dédommager les dégâts causés à la nature. Bien au contraire, cette démarche initie une nouvelle marchandisation, celle de la biodiversité.

Sur le plan énergétique, là encore les nouvelles lignes sont problématiques. Au delà de 250 km/h les consommations d'énergie et les nuisances sonores sont considérables.

Les élu-e-s Europe Ecologie ont accompagné ce vote de propositions :

> **Redémarrage des études sur la ligne POLT (Paris, Orléans, Limoges et Toulouse),**

> **Réaménagement des lignes existantes,**

> **Moratoire sur les projets LGV en cours,**

> **Exigence d'une participation de l'Etat dans le développement des transports collectifs de proximité : pour 1 mis par les collectivités territoriales sur la LGV, l'Etat reversera 1 d'ici 2020**

Il convient pour conclure de noter que le travail mené par les élu-e-s EELV a provoqué au sein des autres groupes politiques de gauche des débats qui ont abouti à l'abstention du groupe Front de Gauche et PRG sur cette délibération. 7 membres de l'exécutif sur 15 se sont donc abstenus ou ont voté contre. Seul le Groupe Parti Socialiste Républicain rejoint par la Droite (groupe Osons Midi-Pyrénées à l'exception de Jean-Claude LUCHE et groupe "Républicains et Territoire") a voté pour la convention de financement. Celle-ci a donc été votée avec 57 voix pour, 15 contre et 19 abstentions.

28 mars 2011 - Xavier BIGOT

Un Congrès EELV

Comment ça marche ? A quoi ça sert ?

Europe Ecologies Les Verts Midi-Pyrénées est à la veille de ses premiers choix. Quelle orientation politique, quelle stratégie pour les trois années à venir ? Ce sont les enjeux du Congrès 2011 d'EELV, le premier de notre nouveau mouvement, le premier de l'écologie rassemblée. Nous avons en fait deux niveaux de congrès, l'un porte sur le territoire national, l'autre sur le territoire régional.

Le congrès national

Il a pour fonction de décider des grandes orientations d'EELV et de désigner l'équipe qui va assurer l'exécutif au sein d'une instance appelée "Bureau Politique" composé de 11 à 15 personnes. Les adhérents s'organisent librement pour rédiger une ou des "motions d'orientations" qui doivent remplir certaines conditions de recevabilité notamment un nombre minimum de signatures. Vous recevrez prochainement ces différents textes pour examen et signature éventuelle.

Le Congrès national se déroule selon deux étapes.

> La première a lieu dans les régions.

De quoi s'agit-il ?

Le même jour, cette année ce sera le dimanche 29 mai 2011, dans toutes les régions de France, aura lieu une réunion appelée "Congrès national décentralisé" sur un ordre du jour unique.

Sa fonction :

> Débat et premier vote sur les motions d'orientations et autres textes

> Désignation des délégué-es de

Midi-Pyrénées qui participeront à la deuxième étape du Congrès national

> Vote pour l'élection des représentants de la région Midi-Pyrénées au Conseil Fédéral, qui est notre "parlement" national, la candidature au Conseil fédéral est ouverte à tous les adhérent-es.

> **La deuxième étape a une portée nationale**, elle se déroulera à La Rochelle, les 4 et 5 juin 2011. Les votes du 29 mai dans les régions, additionnés au niveau national, permettront de "positionner" les différents textes de motions d'orientation. La fonction essentielle de la partie nationale du Congrès portera sur la ou les synthèses éventuelles entre les motions. Le but étant de parvenir, autant que possible à une motion unitaire. C'est à cette occasion, que la composition définitive du Bureau Exécutif national est arrêtée et validée.

Le congrès régional

Il a pour fonction de préciser les orientations et la stratégie régionales d'EELV, de désigner l'équipe qui va assurer l'exécutif au sein d'une instance appelée "Bureau Politique Régional" composé de 12 personnes. Là aussi, les adhérents s'organisent librement pour rédiger une ou des "motions d'orientations". Si vous souhaitez rédiger une motion d'orientation (ou une motion ponctuelle sur un sujet précis), envoyez votre texte avant le 25 avril sans dépasser 12000 signes. Pour être retenu, votre texte devra avoir un nombre minimal de signataires.

Le Congrès, lui aussi, se déroule selon deux étapes

> **La première a lieu dans chaque groupe local** EELV de Midi-Pyrénées.

De quoi s'agit-il ?

Le même jour, cette année ce sera le dimanche 22 mai 2011, et en un lieu qui sera déterminé par chaque groupe local, aura lieu une réunion appelée "**Congrès régional décentralisé**" sur un ordre du jour unique.

Sa fonction :

> Débat sur les motions d'orientations régionales, sans vote.

> Désignation des délégué-es, issus de chaque groupe local de Midi-Pyrénées qui composeront l'un des deux collèges de notre parlement régional, "Le Conseil Politique Régional".

> **La deuxième étape aura lieu à Toulouse**, le samedi 28 mai 2011.

Sa fonction :

> Débat et vote sur les motions d'orientation régionales et autres textes

> Election du collège des délégué-es au CPR : la désignation se fait à la proportionnelle sur listes adossées aux motions d'orientation régionales

> Désignation des membres de l'exécutif régional. Si cette désignation ne peut pas aboutir au cours du congrès, elle est dévolue au Conseil Politique Régional qui devra le faire lors de sa première réunion qui suit le Congrès régional.

Cette présentation est volontairement succincte, elle peut sans doute soulever certaines questions, ou demandes de précisions. Contactez-nous à l'adresse mail **contact-midipy@eelv.fr** Nous vous feront parvenir le texte complet relatif à l'organisation du Congrès Régional EELV Midi-Pyrénées.

Le Secrétariat Régional
Véronique VINET
Alexandre JURADO

Ateliers

**La grande voie
n'a pas de porte. Des milliers
de routes y débouchent**

Proverbe zen

Coopérateurs et adhérents : Travailler ensemble. Quel projet politique ?

Appel à contributions pour l'Atelier 3 des Journées de Printemps

Les Journées de Printemps seront une occasion de rassembler largement les militants de la région, coopérateurs et adhérents confondus.

Au-delà des enjeux purement statutaires du rassemblement, il nous paraît pertinent d'entamer, à cette occasion, une réflexion sur les futurs **espaces collaboratifs de réflexion politique** que nous pourrions développer. Ils pourraient être une des réponses à la question "Comment organiser le réseau coopératif?" et à celle de la convergence de militance des deux pôles de notre mouvement.

C'est pourquoi nous vous proposons l'atelier "**Coopérateurs et adhérents : Travailler ensemble. Quel projet politique ?**"

Nos occasions de débats politiques, autres que ceux qui se tiennent dans chaque groupe local, sont, aux yeux de nombre de militants, trop rares ou trop contraints temporellement durant nos rassemblements régionaux réguliers (CAPRE puis actuel CPRT).

Les différentes commissions thématiques, productives sur le programme des élections régionales de 2010, sont depuis retombées dans une certaine léthargie.

Les militants qui ont rejoint dernièrement EELV, l'ont probablement fait avec l'espoir de contribuer activement, au sein de notre mouvement, aux débats que l'écologie politique sème au cœur de notre société.

Aussi les deux temps de cet atelier nous permettront de rassembler et de mesurer les forces régionales qui souhaitent

s'investir dans ce travail de réflexion et de mutualisation autour des enjeux politiques régionaux et nationaux.

Après le plus concis possible mais nécessaire tour de table initial qui permettra aux nouveaux venus et aux anciens de se découvrir et de définir leurs attentes, cet atelier pourrait permettre de :

- **Faire un point sur les commissions thématiques régionales existantes**, sur la dynamique actuelle de nos débats politiques au sein des groupes locaux. Et de là, tirer le fil d'un échange sur la définition des thématiques prioritaires, et éventuellement manquantes, sur lesquelles nous souhaiterions engager un travail plus collectif de réflexions et de propositions

- **Faire un compte-rendu synthétique du mode de fonctionnement et des travaux** du groupe Projet national et de ses 5 sous-groupes auxquels tous les militants sont invités à participer (vous pouvez d'ors et déjà consulter tous les documents du site national : <http://www.eelv.fr/4712-projet-2012/>)

- **Et surtout définir collectivement**
 - les espaces,
 - les temps de rencontres nécessaires à la mise en débat et à la formulation/validation de nos réflexions politiques,
 - leur organisation statutaire,
 - leur fonctionnement et les moyens qui en découlent,
 - leurs multiples vecteurs de diffusion et de confrontation publique...

- Réfléchir enfin aux liens et autres relations de travail des militants avec nos élus de plus en plus nombreux au sein des collectivités territoriales.

D'ors et déjà mais également au-delà de la date des JDP, nous faisons appel à l'ensemble des militants, des représentants des groupes locaux et des commissions thématiques, que nous espérons retrouver nombreux à cet atelier : proposez nous vos témoignages et vos contributions aux enjeux posés par cet atelier. L'ensemble de vos propositions viendront compléter les réflexions et les pistes de travail élaborées par les trois militants qui ont préparé l'atelier. C'est donc à eux, dans un premier temps, que nous vous invitons à les adresser :

Isabelle Dario : isa.dario@orange.fr

Francine Ricouart :
francine.ricouart@orange.fr

Marc Vidal : marc.vidal@iut-tlse3.fr

Nous vous informerons des suites de cet atelier sur la liste "MP-Infos", que nous vous incitons tous à rejoindre si ce n'est déjà fait.

Atelier **3**

Coopération internationale Et maintenant ?

L'Atelier 5 des journées de printemps (qui aura lieu le samedi 9 avril à 9h) est dédié à la coopération avec les partis proches d'EELV qui sont de l'autre côté des Pyrénées.

Il s'agit d'ICV (Iniciativa Per Catalunya) pour la Catalogne, de la Chunta Aragonésiste pour l'Aragon, du petit parti vert d'Aragon et de la Coordinadora Verde (qui est un peu l'équivalent espagnol d'EELV).

La commission « montagne », la commission « politiques linguistiques », nos élus JC Valadier et G. Latrubesse ont souhaité organiser un rapprochement entre ces divers mouvements : ne pas

passer son temps à souhaiter l'Europe mais la faire concrètement.

La première étape de ce travail est terminée : un accord de travail en commun a été validé par les partis du sud des Pyrénées et par EELV dans notre région.

Il convient maintenant de ne pas se limiter aux bonnes intentions : cet atelier a pour but de transformer en actes ce souhait unanime de coopération.

Il faudra répondre à trois questions : les militants impliqués dans cette action ne seront pas toujours disponibles. Comment pérenniser cette volonté

politique au sein d'EELV de notre Région ? Comment élargir l'initiative de Midi-Pyrénées aux Régions proches (Aquitaine et Languedoc-Roussillon) puis au mouvement dans son ensemble ? Quelle sera la prochaine rencontre avec les partis du Sud des Pyrénées ?

Atelier 5

Commissions thématiques régionales existantes au 1er avril 2011

com-biodiversite-agriculture@listes.midi-pyrenees.lesverts.fr

Cette commission traite de l'agriculture, l'agriculture bio, les espaces naturels. Le groupe "santé" et le groupe "risques majeurs" sont rattachés à cette commission. 49 abonnés

com-climat-energie-dechet@listes.midi-pyrenees.lesverts.fr

Cette commission travaillera sur les thématiques de l'environnement, du développement durable, du plan climat, du plan énergie, du traitement des déchets, ressourceries etc... 45 abonnés

com-culture-solidarite@listes.midi-pyrenees.lesverts.fr

La commission traite de culture, culture scientifique et technique, culture patrimoniale et politique linguistique. La jeunesse et le sport sont rattachés à cette commission. La solidarité aussi. 55 abonnés

com-economie-innovation-recherche@listes.midi-pyrenees.lesverts.fr

Cette liste est dédiée aux politiques régionales en faveur de l'économie, du tourisme, de la transmission d'entreprise, de création des zones industrielles etc... La recherche, notamment universitaire, l'innovation, les pôles de compétitivité, les clusters, les tic, les nanos font aussi partie des sujets traités. 56 abonnés

com-education-formation@listes.midi-pyrenees.lesverts.fr

Cette liste traite des politiques d'éducation et de formation. On peut y parler de l'apprentissage, la formation professionnelle continue, le prdf, les lycées, la vae, l'orientation, la formation prof supérieure (cnam, fac), l'éducation à l'environnement, les formations sanitaires et sociales, les écoles deuxième chance. 44 abonnés

com-montagne-eau-aquitaine-mp@listes.midi-pyrenees.lesverts.fr

Cette liste traite de deux problématiques communes aux Verts d'Aquitaine et de MP: l'eau et la montagne et la montagne Pyrénées. Pour ce qui relève de l'Eurorégion ou de la CTP, crosspostez avec l'international. 65 abonnés

com-regionales-generalites-synthese@listes.midi-pyrenees.lesverts.fr

Le but de cette liste est double : on y poste ce qui n'a pas sa place sur les autres listes, c'est à dire essentiellement des généralités, ce qui est rapport avec les moyens financiers, le budget, la gouvernance de la Région, les documents de synthèse issus des autres listes sont aussi crosspostés ici pour permettre un travail transversal. La synthèse programmatique de tous ces documents sera faite dans un groupe à part. Ce n'est pas l'objet de cette liste. 152 abonnés
Les abonnés des autres listes plus spécialisées sont aussi abonnés à celle-ci.

com-transport-amenag@listes.midi-pyrenees.lesverts.fr

Le nom suffit pour expliquer la thématique couverte. 55 abonnés

com-urbanisme-eco-quartier@listes.midi-pyrenees.lesverts.fr

Cette commission créée à l'été 2010 n'a pas fonctionné. 26 abonnés

Point de vue

Vers quel monde allons-nous ?

Ce début de siècle ressemble à un théâtre où se joue le naufrage des mythes fondateurs de l'ère moderne. A une impasse où l'économisme, érigé au rang de principe de réalité (à l'instar de la gravitation universelle, excusez du peu !) a piégé l'humanité dans un destin aveugle. A une scène où le statut social d'un individu singulier ne peut plus se réduire à un cycle binaire « consommation – production ». Et il incombe aux écologistes, qui ont eu les premiers l'intuition des dégâts à venir, d'ouvrir les voies d'une transformation sociale radicale : car le « fait écologique et environnemental » est entré dans la conscience collective consolidant ainsi notre crédibilité. Et cette lucidité salutaire, nous la devons aux alertes, aujourd'hui reconnues, que nous lançons depuis des décennies. A commencer par cet avenir radieux annoncé comme inéluctable par

l'économisme triomphant, nous avons montré à quel point il y a danger à le confondre avec un prétendu « sens de l'histoire ». Et ce « vrai-faux » concept de progrès où le développement des sciences et des techniques tient lieu de développement humain. Nous l'avons mis à nu. Nous avons établi sa « traçabilité » : il n'est que l'écume à la surface d'un productivisme forcené au service d'intérêts singuliers. Les conséquences sont sans appel : la planète terre se heurte à une crise sociale et écologique sans précédent. Et la classe politique issue de l'ère industrielle est-elle pour autant éclairée ? Non ! Elle est déboussolée. Elle gesticule dans tous les sens. Elle s'obstine à invoquer la « croissance » sur le mode incantatoire.

Notre civilisation vit une situation d'exception. Un état qui s'apparente à la phase opaque d'un « fondu

enchaîné », ce moment particulier où l'ancienne image de l'ordre social devient de plus en plus floue, sans que nous puissions discerner avec précision les contours de l'image à venir. Intervalle obscur, lieu de tous les dangers, espace de turbulences où des bourrasques successives viennent secouer les espérances absolutistes, les doctrines, les dogmes et les situations géopolitiques établies. Nous ne traversons pas, à proprement parler, une crise des valeurs mais une crise des fondements. Et la pertinence de nos intuitions ne nous autorise aucune posture alarmiste, moralisatrice, ou messianique. Il nous faut réinventer l'avenir.

*Alexandre JURADO
Co-secrétaire Régional
EELV Midi-Pyrénées*

